



PREFET DE LA MEUSE

Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

Bar le Duc, le 30/03/2016

Dossier suivi par : Martine HARNICHARD et Thérèse JOLIBOIS
Téléphone : 03.29.77.42.31 et 03.29.77.42.35
Télécopie : 03.29.77.42.99
martine.harnichard@meuse.gouv.fr et therese.jolibois@meuse.gouv.fr
11 rue Jeanne d'Arc 55013 BAR LE DUC

Rapport de l'Inspectrice de l'Environnement au Conseil départemental de l'Environnement et des risques sanitaires et technologiques

SARL XELOT

Arrêté préfectoral complémentaire et modificatif à l'autorisation d'exploiter un
élevage intensif de poulets de chair à SAINT-MIHIEL.

Demandeur	SARL XELOT Madame Nathalie XELOT Monsieur Philippe XELOT
Site d'exploitation	FORET DE GOBESSART 55300 SAINT MIHIEL
Objet	Mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-674 du 08 avril 2009 : ajout des activités abattage de volailles et stockage de gaz, rubriques 2210-2 (abattage volailles) et 4718-2 (stockage de gaz) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

La demande émane d'une exploitation agricole de type familiale organisée sous
forme de Société à Responsabilité Limitée spécialisée dans l'élevage intensif de poulets de
chair et l'abattage de volailles.

ASPECT TECHNIQUE

L'élevage est situé dans la forêt de Gobessart sur la commune de Saint-Mihiel. Il
est constitué de 8 bâtiments d'élevage (1 de 1 140 m² et 7 de 600 m²) pour une surface
totale de 5 340 m² et d'un abattoir de volailles. L'habitation des exploitants est située sur le
site.

La capacité maximale de l'élevage est de 108 000 emplacements
(soit 108 000 poulets de chair en présence simultanée).

Présentation du projet

L'abattoir XELOT exploite un abattoir de volailles depuis octobre 2000, date de l'agrément sanitaire délivré par la DDCSPP (ex DDSV) de BAR-LE-DUC. Le volume d'activité est passé de 60 kg de volailles abattues par jour en 2000 à 2,5 tonnes par jour en 2012 (cf. bilan de fonctionnement du 10 décembre 2012) et enfin aujourd'hui à 3 tonnes par jour en période de pointe (déclaration ICPE du 20 juin 2015) soit 3000 volailles. Cet abattoir dispose d'un agrément européen (N° CE55 463 02) et pratique un abattage rituel. Les animaux abattus sont tous issus de l'élevage de la SARL XELOT qui fonctionne sous arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE n°2009-674 du 08 avril 2009 et d'un donné acte du 02 mars 2011. Les volailles abattues sont commercialisées sur la région en vente directe.

Le stockage de gaz de 17,5 tonnes a été identifié lors du bilan de fonctionnement de fin 2012. A côté de chaque bâtiment d'élevage, une ou deux citernes de gaz propane sont installées. L'implantation a été réalisée sous le contrôle et la responsabilité de TOTAL GAZ qui fait effectuer une vérification annuelle du site et procède à l'entretien et au remplacement des réservoirs chaque fois que cela est nécessaire. Chaque citerne a une contenance de 1750 kg pour un total de 17, 5 tonnes pour le site (cf. déclaration du 26 juin 2015).

Eau prélevée

Le site d'exploitation est raccordé au réseau d'eau public. **Un compteur volumétrique devra être installé au niveau de l'abattoir** pour connaître le niveau de consommation d'eau propre à cet atelier et estimer les volumes d'eaux résiduelles rejetées.

Eaux résiduelles ou souillées

Les eaux vannes de l'abattoir (douches- toilettes) ainsi que les eaux de lavage de l'abattoir sont prétraitées puis stockées dans deux fosses étanches de cinq m³ chacune. Elles sont ensuite utilisées pour arroser le fumier de volailles dans le processus de compostage.

Défense incendie.

Tous les bâtiments d'élevage et l'abattoir sont équipés d'extincteurs, ainsi que les bâtiments annexes (bureau, atelier, groupe électrogène).

Sur le site, deux réserves d'eau de 80 m³ chacune sont présentes.

Le premier bassin se situe à l'ouest du bâtiment 1 et le deuxième au nord de l'abattoir et du bâtiment 9.

De plus, les bâtiments d'élevage sont équipés de centrales d'alarmes qui contrôlent le site via un PC de télésurveillance avec alerte sur les téléphones portables.

Des relevés de température hebdomadaires ou bihebdomadaires sont réalisés au niveau de la fumière, site de compostage en cours de fermentation.

Gestion des effluents d'élevage

La SARL XELOT composte sur son site les fientes de l'élevage. Les effluents sont de type litière sèche, constituée de pailles de céréales broyées et de fientes fraîches. Le taux de matière sèche des fientes en sortie de bâtiment est de l'ordre de 55%.

La SARL XELOT procède à un curage total de chaque bâtiment toutes les 11 semaines.

La fumière qui reçoit les fientes mélangées avec la paille est couverte. Le bâtiment a une surface de 720 m² (18m x 40m). Celui-ci permet le stockage de 10 mois de production de fumier (soit 660 tonnes).

Au fur et à mesure de leurs évacuations du bâtiment d'élevage les fumiers de volailles sont mis en andains sur la fumière pour le compostage. Les eaux résiduaires de l'abattoir sont utilisées pour arroser le fumier. Le compostage est effectué par la société MEUSE COMPOST avec laquelle la SARL XELOT a une convention.

Le traitement des fientes conduit à la production d'un compost en produit normalisé classé amendement organique norme NFU44-051 type 3 « fientes compostées » qui est cédé à la SARL MEUSE COMPOST de Gironville-sous-les-Côtes (55200). La quantité de compost produite en 2014 était d'environ 900 tonnes.

Selon les données de l'exploitant, l'activité de compostage ne relève pas de la réglementation ICPE, la quantité de matière traitée étant inférieure à 3 tonnes/jour, seuil de déclaration pour le compostage d'effluents d'élevage. Néanmoins, s'agissant d'une activité connexe à l'élevage, celle-ci est prise en compte dans la réglementation de l'élevage au titre du traitement des effluents conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié.

ASPECT ENVIRONNEMENTAL

Les bâtiments d'élevage ainsi que l'abattoir sont situés en forêt domaniale de Gobessart sur la commune de SAINT-MIHIEL à plus de 300 mètres des habitations de tiers. Du fait du positionnement géographique des bâtiments à l'intérieur de la forêt, les gênes olfactives, visuelles et auditives sont minimales.

L'exploitation se trouve à plus de 500 mètres du cours d'eau le plus proche : « La Marsoupe » et à 1 km de la limite du périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable utilisé par la commune d'Apremont la Forêt. Le site se situe à environ 400 mètres de l'une des entités de surface constituant le complexe éclaté du site Natura 2000 : **ZSC FR 41 00 166 « Complexe des Hauts de Meuse »**.

L'exploitation n'est pas en zone vulnérable.

ASPECT ADMINISTRATIF

Situation administrative de l'élevage au titre des ICPE

L'exploitation de l'élevage intensif de poulets de chair (108 000 emplacements en présence simultanée) est autorisée depuis 2002 et réglementée par l'arrêté préfectoral 2009-674 du 08 avril 2009 et par un arrêté du 02 mars 2011. L'élevage relève de la directive européenne relative aux émissions industrielles dite IED. Une convention d'occupation du site a été signée avec l'O.N.F (Office National des Forêts). Une convention a été signée avec la SARL MEUSE COMPOST le 30 mai 2008, elle a été modifiée par un avenant le 25 septembre 2012 pour le compostage des fientes.

Le bilan de fonctionnement de décembre 2012 a mis en exergue l'augmentation de l'activité abattoir depuis sa création avec un tonnage de pointe de 3 tonnes jour actuellement. De même celui-ci a fait apparaître un stockage de gaz propane de 17, 5 tonnes au total réparti en dix citernes de 1750kg chacune. Ces nouvelles activités relevant de la procédure déclarative, le SARL XELOT a déposé un dossier de déclaration le 20 juin 2015.

Selon la circulaire du 11 mai 2010 relative au guide d'appréciation du changement notable en installation classée d'élevage soumise au régime de l'autorisation, il y a lieu de réglementer les nouvelles activités par un arrêté préfectoral complémentaire en application de l'article R512-31 du code de l'environnement après avis du CODERST.

Par ailleurs, il y a lieu de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter compte tenu de l'évolution de la réglementation applicable aux élevages intensifs de volailles.

Les rubriques de la nomenclature ICPE concernées sont :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet	Arrêtés ministériels applicables
2111-1	Activités dont les installations sont classées au titre de la rubrique 3660	108 000 emplacements de poulets de chair.	A	27/12/2013 modifié
3660	Élevage intensif de poulets de chair	108 000 emplacements	A	27/12/2013 modifié
4718-2	Gaz inflammable liquéfiés de catégorie 1 et 2.	17,5 tonnes de gaz propane	DC	23/08/2005 modifié
2210-2	Abattage de volailles	3 tonnes/jour en période de pointe	D	30/04/2004

Avis du Service Départemental d'incendie et de Secours (S.D.I.S.) de la Meuse :

Dans son courrier en date du 21 janvier 2016, le SDIS considère que compte tenu de la configuration du site, ainsi que de l'éloignement des bâtiments entre eux, la défense extérieure contre l'incendie peut être assurée correctement par les deux réserves de 80 m³ en place. Le risque est considéré comme particulier et le service préconise les dispositions suivantes :

- Aménager et signaler une plate-forme d'une surface de 32 m² pour les points d'aspiration des deux réserves incendie, permettant ainsi la mise en œuvre des engins et la manipulation du matériel.
- Les équipements de défense extérieure contre l'incendie à réaliser devront être opérationnels et réceptionnés par le Service Départemental d'incendie et de Secours avant toute exploitation du bâtiment projeté.

CONCLUSION

Compte tenu des éléments exposés dans ce rapport, l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner un avis favorable au projet de arrêté préfectoral complémentaire joint afin de réglementer les activités de abattage et de stockage de gaz avec prise en compte des préconisations relatives à la défense incendie émises par le S.D.I.S.

L'inspectrice de l'Environnement,

Signé

Martine HARNICHARD

Vu et transmis,

Le Directeur Départemental,

Signé

Laurent DLÉVAQUE

Pièces jointes :

- plan de situation de l'exploitation
- plan de l'abattoir
- projet de arrêté préfectoral